

Service Prévention des Risques Techniques

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE
à l'encontre de la société EXTRACTHIVE CERAMICS RECYCLING
pour son installation située sur la commune de Sorgues (84700)**

La préfète de Vaucluse

- VU** le code de l'environnement, notamment les articles L. 171-6, L. 171-7, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;
- VU** le code des relations entre le public et l'administration ;
- VU** le décret du 20 juillet 2022, publié au journal officiel du 21 juillet 2022, portant nomination de la préfète de Vaucluse – Mme Violaine DEMARET ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 4 janvier 2019 modifié autorisant le changement d'exploitant des installations précédemment exploitées par la société LES ABRASIFS DU MIDI au bénéfice de la société EXTRACTHIVE CERAMICS RECYCLING situées chemin de la Montagne sur la commune de Sorgues (84700) ;
- VU** le chapitre 1.2 Nature des installations de l'arrêté préfectoral du 4 janvier 2019 modifié qui liste les installations visées par une rubrique de la nomenclature des installations classées ;
- VU** l'article 1.5.4 Modification du montant des garanties financières de l'arrêté préfectoral du 4 janvier 2019 modifié qui prévoit que « *l'exploitant informe le préfet, dès qu'il en a connaissance,..., ainsi que de tout changement des conditions d'exploitation conduisant à une modification du montant des garanties financières* » ;
- VU** l'article 1.6.1 Porter à connaissance de l'arrêté préfectoral du 4 janvier 2019 modifié qui prévoit que « *toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation* » ;
- VU** l'article 2.1.3. Règles d'aménagement de l'arrêté préfectoral du 4 janvier 2019 modifié qui prévoit que « *l'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de*

sa périphérie. Les accès et aires de circulation sont correctement revêtus, maintenus en permanence en bon état et dégagés de tout obstacle.

... Les bâtiments et dépôts sont facilement accessibles par les Services de Secours. Les accès sont aménagés de façon à ne pas imposer de manœuvres à ces véhicules » ;

VU l'article 2.5.1. Déclaration et rapport de l'arrêté préfectoral du 4 janvier 2019 modifié qui prévoit la déclaration et la transmission d'un rapport d'incident et dispose notamment que « *l'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.*

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme » ;

VU l'article 7.6.3. Moyens de lutte contre l'incendie de l'arrêté préfectoral du 4 janvier 2019 modifié qui liste les moyens de lutte contre l'incendie et dispose notamment que « *l'exploitant dispose à minima de :*

- *une réserve d'eau d'un volume total de 80 m³ située à proximité de l'entrée,*
- *une réserve d'eau d'un volume total de 320 m³ munie de 2 raccords pompiers de diamètre 100 mm. Cette réserve sera située à moins de 150 m de tous les bâtiments. Elle sera desservie depuis la voie publique par une voie-engin ayant les caractéristiques suivantes :*
 - *largeur : 3 m*
 - *surcharge : 13 t*
 - *rayon intérieur supérieur à 11 m*
 - *hauteur libre : 3,5 m*
 - *pente inférieure à 15 % » ;*

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 septembre 2019 modifiant l'arrêté préfectoral du 4 janvier 2019 autorisant le changement d'exploitant des installations précédemment exploitées par la société LES ABRASIFS DU MIDI au profit de la société EXTRACTHIVE CERAMICS RECYCLING situées chemin de la Montagne sur la commune de Sorgues (84700) ;

VU l'arrêté préfectoral du 29 août 2022 donnant délégation de signature à M. Christian GUYARD, secrétaire général de la préfecture de Vaucluse ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 22 mars 2023 effectué suite à la visite d'inspection du 03 mars 2023, transmis par courrier du 22 mars 2023 à la société EXTRACTHIVE CERAMICS RECYCLING conformément aux dispositions des articles L 171-6 et L 514-5 du code de l'environnement ;

VU Les observations de l'exploitant formulées par courrier du 14 avril 2023 suite à la transmission du rapport susvisé ;

VU le courriel de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement en date du 17 avril 2023 ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite en date du 3 mars 2023, l'inspection des installations classées a constaté :

- l'arrêt de certaines activités, la déconstruction de certaines installations et la mise en place de nouveaux équipements ;
- la présence depuis plus de trois ans de stocks importants de déchets d'abrasifs et de réfractaires dont une grande majorité située dans la partie boisée au Nord ;
- que l'exploitant n'a pas porté à la connaissance de la préfète l'ensemble des modifications apportées aux installations susceptibles d'entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation ;
- que le montant des garanties financières n'a pas été réévalué au regard des volumes de déchets effectivement présents sur le site ;
- l'insuffisante accessibilité du site aux services de secours leur permettant une intervention dans les meilleures conditions ;
- que l'incendie du 07 août 2022 qui s'est déclaré sur le site et a détruit une surface de 2 hectares n'a pas donné lieu à la transmission d'un rapport d'incident à l'Inspection des installations classées ;
- l'indisponibilité de la réserve d'eau de 80 m³ à l'entrée du site destinée à l'extinction et l'absence de justification de la conformité de la réserve d'eau de 320 m³ et de ses raccords pompiers ;

CONSIDÉRANT que la durée d'entreposage des déchets sur un site ne peut pas excéder un an si les déchets sont destinés à être éliminés ou trois ans s'ils sont destinés à être valorisés. Si les durées d'entreposage sont supérieures, les installations relèvent d'un classement en installations de stockage de déchets sous la rubrique 2760 ;

CONSIDÉRANT que la rubrique 2760 de la nomenclature des ICPE n'est pas visée dans l'autorisation préfectorale du 4 janvier 2019 modifié ;

CONSIDÉRANT que ces constats constituent des manquements aux dispositions du chapitre 1.2 et des articles 1.5.4, 1.6.1, 2.1.3, 2.5.1 et 7.6.3 de l'arrêté préfectoral du 4 janvier 2019 modifié ;

CONSIDÉRANT que ces manquements peuvent porter atteinte aux intérêts protégés par l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions des articles L.171-7-I et L.171-8-I du code de l'environnement en mettant en demeure la société EXTRACTHIVE CERAMICS RECYCLING de respecter les dispositions susvisées du chapitre 1.2 et des articles 1.5.4, 1.6.1, 2.1.3, 2.5.1 et 7.6.3 de l'arrêté préfectoral du 4 janvier 2019 modifié ;

SUR proposition de Monsieur le directeur départemental de la protection des populations ;

ARRÊTE

ARTICLE 1

La société EXTRACTHIVE CERAMICS RECYCLING est mise en demeure, pour son établissement qu'elle exploite sur la commune de Sorgues (84700), de respecter les dispositions du chapitre 1.2 et des articles 1.5.4, 1.6.1, 2.1.3, 2.5.1 et 7.6.3 de l'arrêté préfectoral du 4 janvier 2019 modifié, sous les délais impartis précisés ci-dessous :

- **Chapitre 1.2 et article 1.6.1** : en transmettant un rapport à porter à connaissance relatif aux modifications apportées aux installations comprenant l'ensemble des éléments d'appréciation. **Délai 4 mois.**
- **Article 1.5.4** : en transmettant une actualisation du calcul des garanties financières liées à l'exploitation de ses installations. **Délai 4 mois.**
- **Article 2.1.3** : en clôturant efficacement la totalité de la périphérie du site, en maintenant les accès et aires de circulation en permanence dégagés de tout obstacle et en facilitant les accès aux services de secours. **Délai 1 mois.**
- **Article 2.5.1** : en transmettant à l'inspection un rapport d'incident relatif à l'incendie du 7 août 2022. Il précisera notamment les circonstances et les causes de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. **Délai 15 jours.**
- **Article 7.6.3** : en remettant en place la réserve d'eau d'un volume de 80 m³ à proximité de l'entrée du site et en justifiant la disponibilité d'un volume de 320 m³ d'eau et la présence des raccords pompiers conformes aux exigences précisées à l'article 7.6.3 de l'arrêté préfectoral. **Délai 1 mois.**

ARTICLE 2

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8-II du code de l'environnement.

ARTICLE 3

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction conformément aux dispositions des articles L. 171-11 et L. 514-6 du code de l'environnement.

Un recours peut être formé auprès du tribunal administratif de Nîmes - 16 avenue Feuchères - CS 88 010 - 30 941 NÎMES cedex 09 :

- Par les tiers intéressés dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage du présent arrêté ;
- Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Le présent arrêté préfectoral peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais sus-mentionnés.

ARTICLE 4

En vue de l'information des tiers :

1. Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de la commune d'implantation du projet et peut y être consultée ;
2. Un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
3. Le présent arrêté est publié sur le site internet de l'État en Vaucluse pendant une durée minimale de deux mois.

ARTICLE 5

Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental de la protection des populations, le maire de Sorgues, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement PACA, le directeur départemental des territoires, le délégué départemental de Vaucluse de l'agence régionale de santé PACA, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Vaucluse sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à l'exploitant.

Avignon, le 02 MAI 2023

Pour le préfet
le secrétaire général,
Christian GUYARD

